

## Grande-Bretagne : Tony en gloire raté<sup>1</sup>

**Blair et lui, et lui et lui. Et Puis ? Un alter ego ? Tony Blair vient de faire ses adieux dans un tonnerre de critiques. En grand comédien.**

Les temps sont durs pour le « caniche » de George Bush.. A la veille du congrès du Labour, une tapée de délégués voulaient le voir prendre la sortie. Le scandale des « honneurs contre paiement » ( en clair le versement de subventions au Labour contre l'acquisition d'un siège à vie à la Chambre des lords) a resurgi. Avec un package de 20 millions d'euros. Pas moins...Et un nouveau suspect à la clé.

Un nouveau suspect qui a été arrêté et interpellé : sir Christopher Evans ; un milliardaire qui a versé au parti un total de 20 millions d'euros pour combler un trou lors de la dernière campagne des législatives. L'intéressé s'est déclaré consterné. La police a également interpellé de nouveau lord Lévy, un ami très proche de Tony Blair qui est aussi le principal collecteur de fonds du parti. Il avait déjà été arrêté une première fois au mois de juin.

Lévy (qui est en même temps conseiller du premier ministre pour les affaires du Moyen-Orient) aurait dit à un autre milliardaire devenu lord, sir Guam Non, qu'il n'avait pas besoin, lors de son intronisation, de mentionner un prêt de 350 000 euros versés au parti. Le restaurateur Guam Non, connu comme « le roi du curry », a protesté publiquement lorsque ses gentilleses à l'égard du Labour ont été tout de même dévoilées, ce qui a eu pour résultat de bloquer sa promotion à la Chambre haute, sur intervention de la commission chargée du contrôle des nominations.

Évidemment, la situation du premier ministre est fragilisée par cette enquête prolongée. Les émissaires de Blair auraient (avec ou sans son assentiment) promis un anoblissement à tout homme d'affaires qui saurait se montrer généreux.

### Vers un désastre électoral

Un ancien conseiller du gouvernement, Des Smith, avait été le premier à être arrêté au mois d'avril. Selon une loi de 1925 qui interdit la vente des « honneurs ». Mais il n'y a pas que cette affaire. Nombre de militants veulent accélérer la démission de Blair Le 23 septembre, des milliers de personnes ont manifesté contre la guerre Manchester au moment où le congrès s'ouvrait. Parmi eux doit se trouver, Walter Wolfgang, quatre-vingt-trois ans et militant de la paix au Parti travailliste depuis de longues années. Ce rescapé des camps nazis a gagné une notoriété au congrès de 2005 lorsque, ayant contestant Jack Straw, alors ministre des Affaires étrangères, il avait été expulsé de la salle sous prétexte qu'il aurait enfreint la... loi antiterroriste ! Mais une majorité de membres du Labour ont ensuite élu « Wolfe », au comité exécutif du parti. Son objectif déclaré, est de continuer à travailler pour la paix et de voir partir Blair le plus vite possible.

### Le prince consort

Gordon Brown, lui, rêve d'être nommé par la reine Elizabeth d'ici quelques mois premier ministre de la Grande-Bretagne. Le problème pour le ministre des Finances de Tony Blair c'est qu'il n'a pas l'appui de tous dans son camp.. Les amis du premier ministre, même s'ils acceptent son départ forcé, veulent des garanties qu'il poursuivra un blairisme pur et dur.

---

<sup>1</sup> Analyse parue dans le N° 288 du *Journal du Mardi*, 3 octobre 2006.

À l'inverse, la gauche du Labour voit dans le chancelier de l'Échiquier un responsable avec Blair de la dérive droitière du parti. Cet Écossais au visage triste, représente un autre style, plus à l'aise que Blair dans le beau monde, fils de pasteur ancré dans les vieilles traditions. Les amis de Brown présentent sa politique comme étant plus sociale que celle de Blair. Il pris, en effet, des mesures plus favorables aux plus démunis dans la dernière période. Mais sans rompre avec l'orthodoxie du « New Labour ». Il a soutenu les plans de privatisation et confirmé sa fidélité à Washington, et s'est engagé à continuer les « réformes » - entendez les privatisations - des services publics.

La gauche du parti avait l'intention de présenter son propre candidat à la succession de Blair. Il s'agissait du député John McDonnell, président de la Socialist Campaign Group à la Chambre des communes, bien vu dans les milieux syndicaux, qui n'acceptent ni le blairisme ni le blairisme bis de Brown. Mais pour être candidat il devra d'abord obtenir le soutien de quarante députés, ce qui n'est pas acquis.

Gordon Brown reste toutefois le mieux placé pour prendre la relève au 10 Downing Street. Même si les couteaux sont sortis, Même Tony Blair refusait d'apporter son soutien à Gordon Brown, à l'ouverture du congrès annuel des travaillistes .

Interrogé sur la BBC,, il redisait qu'il ne voulait pas parler de sa succession durant le congrès, invitant le parti à se concentrer sur les "dossiers" et "se reconnecter avec le public" après des semaines difficiles.

En dépit des sollicitations, Tony Blair n'a pas répété des déclarations antérieures selon lesquelles Gordon Brown, le ministre des finances, ferait un "excellent premier ministre". Ce sont là les traces de la rébellion qui a déchiré le parti travailliste au début du mois, contraignant le premier ministre à admettre qu'il abandonnerait son poste d'ici à septembre 2007. Pour les partisans de M. Blair, Gordon Brown a orchestré la fronde.

Tony Blair, contesté après neuf ans de pouvoir, a aussi refusé d'annoncer la date exacte de son départ. "Je fais encore mon travail, et il est important que je continue mon travail", a-t-il insisté.

### « C'est étrange »

Ce congrès travailliste est le 13e et dernier en tant que chef du parti pour Tony Blair. "C'est étrange", a-t-il remarqué. Dès la veille, malgré les appels à l'unité, les tensions entourant sa fin de règne étaient perceptibles au sein du parti travailliste. Des sondages récents placent les conservateurs en tête en tête des intentions de vote.

Pour Gordon Brown, le test est important. Dans deux interviews, il a essayé de conforter son positionnement de futur premier ministre, plaidant dans le *Sunna Times* en faveur de "nouvelles politiques", plus transparentes vis-à-vis du parlement et du public.

Le ministre des finances tente de se placer en successeur de Tony Blair, tout en s'en démarquant. Sur Sky News, il s'est ainsi prononcé pour une limitation de l'implication du secteur privé dans le système de santé britannique (NHS). Tony Blair a réservé un accueil glacé à cette idée de son rival, qui s'était déjà, les jours précédents démarqué de sa politique pro-américaine

Lundi, Gordon Brown devra savoir rassurer les travaillistes, dans son discours devant les 12 000 délégués. Tony Blair doit, lui, faire ses adieux aux travaillistes mardi.

Dimanche, un sondage *YouGov/Sunday Times* a montré que 69 % des Britanniques souhaitait que Tony Blair soit parti d'ici au printemps. Mais 48 % d'entre eux pensent que l'attitude récente de M. Brown,

accusé d'avoir fomenté la rébellion, fait douter de sa capacité à être premier ministre. Autre sujet d'inquiétude pour M. Brown, un sondage publié dans *The Observer* montre que 56 % des Britanniques souhaitent que des élections soient organisées dans les six mois suivant le départ de M. Blair. Si elles n'étaient pas anticipées, les prochaines élections législatives devraient normalement avoir lieu en 2009.

Le premier ministre britannique a commenté le seul héritage que le premier ministre souhaite laisser derrière lui : une *"quatrième victoire électorale"* pour le Labour. *"Il est juste que ceci soit mon dernier congrès en tant que dirigeant du parti"*, a-t-il estimé, ajoutant qu'*"on ne peut pas rester éternellement en fonction"*. *"Bien sûr que ce sera difficile de s'en aller"*, a-t-il dit, la voix cassée. *"Mais ce sera juste, pour le pays, pour vous, pour le parti"*.

Interrompu plus de cinquante fois par des applaudissements, le premier ministre a cherché à galvaniser des travaillistes dont les divisions profitent au parti conservateur. Après avoir défendu le bilan de ses dix ans au pouvoir, y compris sa politique étrangère controversée, Tony Blair a donné aux travaillistes toute une série de *"conseils"* pour qu'ils restent au pouvoir pour un quatrième mandat. *« Le danger serait de ne pas comprendre que le Nouveau Labour de 2007 ne sera pas celui de 1997. » « Soyez fiers de votre bilan, leur a-t-il dit. Ignorez les sondages. »*

Tony Blair a rendu hommage à Gordon Brown, son successeur pressenti, le présentant comme *"un homme remarquable"*. *"Je sais que le Nouveau Labour n'aurait jamais vu le jour, je sais que nous n'aurions jamais remporté trois victoires électorales sans Gordon Brown"*, a-t-il souligné, se gardant toutefois de lui apporter un soutien clair pour sa succession. Il n'a pas davantage précisé quand exactement il entendait quitter la tête du parti et le 10, Downing Street.

M. Blair avait adressé ses remerciements personnels au début de son discours à sa famille, au peuple britannique, à son vice-premier ministre, John Prescott, aux militants du parti, mais n'avait alors rien dit de Gordon Brown si ce n'est le qualifier indirectement de *"brave type"* dans un trait d'humour. Ainsi, évoquant son épouse Cherie – dont l'inimitié à l'encontre de M. Brown est connue et l'a conduite à commettre plusieurs gaffes – M. Blair a déclaré : *"Au moins, je n'ai pas à m'inquiéter de la voir filer avec le brave type de la maison voisine"*. Le successeur probable de Tony Blair réside en effet au 11, Downing Street, la maison voisine de celle des premiers ministres britanniques.

### **Pas facile d'être l'allié des Etats-Unis**

Défendant son bilan sur le terrain de la politique étrangère, le premier ministre a estimé que le terrorisme *"n'est pas de notre faute"* ni *"la conséquence de notre politique étrangère"*. *"Nous ne gagnerons pas [contre le terrorisme] si nous capitulons face à la propagande de l'ennemi qui veut que nous soyons (...) les responsables"*. *"Ce n'est pas notre guerre contre l'islam"*, a-t-il repris, ajoutant que le terrorisme *"est une guerre menée par des extrémistes qui ont perverti la vraie foi de l'islam."*

Le dirigeant britannique a avoué que *"ce n'est pas toujours facile d'être le plus proche allié des Etats-Unis"*. Il a ajouté qu'une forte implication dans l'Union européenne était également délicate. *"Pour l'instant, beaucoup ne voient que le coût de ces alliances. Mais si nous nous retirons de nos accords, le prix à payer en termes de perte de pouvoir, poids et influence serait encore plus grand."*

## « Il est temps de partir »

Ancienne capitale de l'industrie textile et berceau du syndicalisme, Manchester était samedi le théâtre d'une des plus grandes manifestations qu'a connues la cité. Quelque 30 000 manifestants selon les organisateurs du Mouvement contre la guerre et au moins 20 000, selon la police ont participé à la marche dénonçant la politique étrangère du gouvernement Blair. Parmi eux de nombreux membres du Parti travailliste car la manifestation, organisée par la coalition Stop the War, la Campagne pour le désarmement nucléaire et l'Association musulmane, a eu lieu à la veille du congrès de cette formation qui se tient à Manchester cette semaine. Ultime congrès pour Tony Blair en tant que leader du Parti travailliste et premier ministre. Sous la bannière principale « Time to leave » (« Il est temps de partir ») traduit une volonté au sein du parti, voire de l'électorat, que Blair s'en aille sans attendre, mais aussi que soit mis rapidement un terme à la présence militaire britannique en Irak et en Afghanistan. Devant la salle du congrès, des orateurs connus : Tony Woodley, secrétaire général du grand syndicat TGWU, Tony Benn, vétéran du mouvement pacifiste, ou Craig Murray, ancien ambassadeur en Ouzbekistan, se sont exprimés en ce sens. Dimanche, les dirigeants travaillistes présents au congrès ont essayé d'éviter toute discussion concernant la future direction du parti. L'actuelle qui se déchire entre blairistes et brownistes (les amis de Gordon Brown, ministre des Finances) ressemble, selon certains militants, à un missile non téléguidé prêt à exploser à tout moment. Mais, derrière la guerre entre les candidats à la succession de Blair, c'est tout le projet du New Labour qui est en jeu.

## Suède : blairo-libéralisme

Physiquement, il n'a rien d'un Tony Blair. Chauve et rond, Fredrik Reinfeldt, le leader de la droite victorieuse en Suède, se rapproche pourtant du premier ministre britannique sur sa stratégie électorale. Comme Blair avait créé le « New Labour » et dragué les électeurs adverses, en l'occurrence conservateurs, Reinfeldt a inventé le « Nouveau parti modéré » et recentré son parti pour le rendre acceptable aux yeux d'une Suède de tradition sociale-démocrate. Finis les projets de mise à plat sauvage de la protection sociale que portaient ses prédécesseurs à la tête du parti modéré, le probable futur premier ministre défend en apparence une réforme limitée aux seuls abus du système, destinée à « remettre la Suède au travail ». Sur le papier, le programme de la droite reste pourtant d'essence libérale : charges patronales réduites, crédit d'impôt pour les emplois de service, privatisations là où l'État suédois est encore présent (télécommunications, finances), et surtout diminution de la fiscalité des ménages et suppression d'un impôt sur les plus gros patrimoines. Pas très populaires, ces projets sont passés au second rang au cours d'une campagne habile où Reinfeldt aura su exploiter la déception des électeurs de gauche sur l'emploi mais aussi les scandales politico-financiers. Il lui reste à composer un gouvernement, exercice délicat tant les dissensions entre les quatre partis qui composent sa majorité ont pu être fortes dans le passé.